

# Google vs le gouvernement américain : un compromis serait en vue

Dans le conflit qui oppose Google au gouvernement américain, le juge James Ware s'interroge sur l'évolution de la demande du gouvernement? Celui-ci, en effet, a singulièrement revu à la baisse ses prétentions vis-à-vis de Google.

Sous le motif d'exploiter les mots clés posés par les internautes dans leurs requêtes pour tester les systèmes de filtres pour protéger les enfants en ligne, en particulier de les protéger d'éléments sexuellement explicite, le gouvernement a en effet demandé à Google de lui fournir les adresses stockées dans ses bases. Sous le motif de la protection la confidentialité des usages des internautes, Google a refusé d'accéder à la demande du gouvernement. Et ce dernier a porté l'affaire devant les tribunaux américains. Et le gouvernement vient de ramener sa demande à la fourniture de 50.000 adresses Internet et 5.000 mots clés. Avec cette nouvelle demande, le juge James Ware pourrait déclarer qu'elle est raisonnable, et exiger de Google la fourniture des éléments demandés. Google reste cependant opposé à cette demande. S'il cède, c'est une partie de sa crédibilité qui est en jeu ! De son côté, dans l'état de la demande du gouvernement, le juge James Ware lui-même s'interroge. Passer d'une demande portant sur des milliards de coordonnées à une autre portant sur quelques dizaines de milliers est-il raisonnable ? Cela tendrait en tout cas à démontrer que le gouvernement peut s'en passer. On peut d'ailleurs légitimement s'interroger sur les motifs de l'administration Bush. Le projet Echelon, qui lui permet d'écouter et lire toutes les communications mobiles ou Internet de la planète ne lui suffit donc pas ? Et les outils d'interrogation des mots clés sur les moteurs de recherche, accessibles à tous, non plus ? Quant au juge fédéral, il a indiqué que le gouvernement ayant revu sa demande à la baisse, rien ne s'oppose à la réalisation d'un compromis. Rien, sauf Google?